



Présidence
Direction générale
des services

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITE**

SEANCE DU 10 MARS 2020

Le 10 mars 2020 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement. Madame Catherine Carbone, représentant Monsieur le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), était présente.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Contrôleur budgétaire et de légalité, représentant le Recteur de la Région académique PACA

Collège A

M^{mes} et MM. LE FRIANT, MACE-BARBIER, LEFEVRE, BLANKE, GIMELLO-MESPLOMB

Collège B

M^{mes} et MM. ELLERKAMP, RAULT, COSTA, LUNARDELLI, DURAND, WENZEL

Collège BIATSS

M^{mes} POITEVIN, ANDRE

Collège ÉTUDIANT

MM. ZAAFOUR, DIONE

Collège Personnalités Extérieures

M^{mes} et M. BEUCHE-MOREL (Ville d'Avignon), FAURE (Société AGRO'NOVAE), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et MM. CASTELNUOVO (procuration à M^{me} LE FRIANT), BERRAG (procuration à M^{me} ANDRE), TEITGEN (procuration à M. ZAAFOUR), WIDENDAELE (procuration à M. ZAAFOUR), SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP), NABOT (procuration à M. ELLERKAMP), GONTARD (procuration à M. FAURE)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M^{me} et MM. BERNARD, BISSIERE, CAILLE

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOUBERTEKH, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. HOUZIEL, Agent comptable, présent

M. VACARIS, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ANDRZEJEWSKI, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des Risques (CSIR)

M. BOURDAGEAU, Directeur des Ressources Humaines (DRH), Adjoint au DGS

M. BOUYER, Fondé de pouvoir de l'Agent comptable

M^{me} DECUYPER, Directrice des Affaires générales et de l'Aide au pilotage (DAGAP)

M^{me} DRANSART, Directrice de l'Institut Universitaire de Technologie (IUT)

M^{me} FALKERT, Doyenne de l'UFR Arts, Lettres et Langues (ALL)

M. GAULTIER, Associé et Directeur, KPMG Avignon

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Adjoint au DGS

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, Economie, Gestion (DEG)

M. POLIDORI, Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (VP CFVU)

M^{me} PORTAL, Assistante de direction

M. RICHAUD, Doyen de l'UFR Sciences Humaines et Sociales

M^{me} SAVARIT, Directrice adjointe des finances, des achats et du contrôle interne, Responsable des affaires budgétaires

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 10 mars 2020**

ADDITIF - Autorisation de la prise en charge par l'établissement de frais exceptionnels engagés par des usagers ou des personnels

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Affaires financières :
 - 2.1 Compte financier 2019
 - 2.2 Approbation de la procédure interne d'élaboration du budget 2021
3. Affaires institutionnelles : champ de la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président
4. Formation
 - 4.1 Approbation de l'avenant n°1 à la convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et B2C PROJET au titre de l'année universitaire 2019-2020
 - 4.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et ALM Formation au titre de l'année universitaire 2019-2020
5. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 28

Membres présents : 18

Membres suppléés : 7

Membres absents et non suppléés : 3

ADDITIF - Autorisation de prise en charge par l'établissement de frais exceptionnels engagés par des usagers ou des personnels, consécutifs aux décisions de l'établissement liées à la crise sanitaire COVID-19

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

1. Informations générales communiquées par le Président

2. Affaires financières

2.1 Compte financier 2019

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

2.2 Approbation de la procédure interne d'élaboration du budget 2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3. Affaires institutionnelles : champ de la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4. Formation

4.1 Approbation de l'avenant n°1 à la convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et B2C Projet au titre de l'année universitaire 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et ALM Formation au titre de l'année universitaire 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5 Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

Le Président informe les membres du Conseil d'administration (CA) que l'inscription d'un point additionnel au présent ordre du jour, en lien avec la crise sanitaire actuelle, est soumise au vote du Conseil. La parole est donnée à Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA).

Dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19, l'établissement est amené à prendre des décisions, en application des instructions ministérielles et préfectorales, pouvant avoir un impact d'ordre financier pour les usagers et les personnels. Par exemple, la suspension des départs en stage ou en mobilité vers des destinations classées actuellement en zone rouge va générer des coûts supplémentaires pour les étudiants concernés : billets non remboursables, frais liés au rapatriement... L'établissement souhaite compenser l'effet négatif de ces décisions. Pour ce faire, il est proposé aux administrateurs de se prononcer sur l'autorisation de prise en charge par l'établissement de frais exceptionnels engagés par des usagers ou des personnels, consécutifs aux décisions de l'établissement liées à la crise sanitaire Covid-19.

Le VP CA soumet donc au vote des administrateurs l'inscription de ce point à l'ordre du jour de séance.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Compte tenu de ce vote favorable, le VP CA soumet l'autorisation de prise en charge par l'établissement de frais exceptionnels engagés par des usagers ou des personnels, consécutifs aux décisions de l'établissement liées à la crise sanitaire Covid-19, au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Il est à préciser que les points financiers inscrits à l'ordre du jour ont été abordés préalablement aux informations générales, compte tenu de l'exigence du quorum physique requis en matière budgétaire. Pour une meilleure lisibilité, le présent procès-verbal reprend l'ordre du jour initialement établi.

1. Informations générales

Crise sanitaire Covid-19 : les premières circulaires ministérielles et préfectorales ont été diffusées à la mi-février. Diverses cellules de crise se sont constituées au niveau ministériel, régional, départemental ainsi qu'au sein de l'établissement. L'université est en lien permanent avec le Rectorat et des remontées biquotidiennes sont réalisées afin de recenser le nombre de cas suspects ou avérés au sein de l'établissement.

À l'heure actuelle, la fermeture totale de l'université n'est pas envisagée. Le Président indique que la décision d'une fermeture globale de l'établissement ne relève pas de son ressort mais d'une décision préfectorale en lien avec l'Agence régionale de santé (ARS).

La cellule de gestion de crise de l'université reste en vigilance permanente sur l'évolution de la situation sanitaire au niveau national, départemental et de l'établissement.

Le Président invite Madame Florence Andrzejewski, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des risques (CSIR), à présenter un point de situation. Madame Andrzejewski informe les membres du CA des décisions prises en concertation avec le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et des actions mises en œuvre par la cellule de gestion de crise de l'université.

Une première réunion de la cellule de gestion de crise restreinte s'est tenue la semaine dernière pour l'évaluation de la situation et traiter les cas des étudiants et des collègues à l'étranger. Depuis lors, deux réunions de la cellule de crise en périmètre élargie se sont tenues. Le recensement de l'ensemble des étudiants à l'étranger et des collègues en mission a été réalisé ainsi que le recensement des missions fondamentales et des échéances associées sur les volets Administration, Enseignement et Recherche afin de consolider le plan de continuité d'activité de l'établissement.

Un certain nombre de décisions ont été prises en concertation avec le CHSCT en application des consignes du Ministère, du Haut Fonctionnaire de Défense et de Sécurité (HFDS) et de la Préfecture :

- Suspension de plusieurs projets pédagogiques de voyages d'étudiant.e.s à l'étranger ;
- Suspension des départs en stage vers la Corée du sud (zone orange – suspension des vols depuis la France vers cette destination) pour le second semestre ;

- Suspension des départs vers les clusters français ou étrangers ;
- Mise en place de contacts réguliers avec les étudiant.e.s et les personnels localisés dans des pays à forte exposition, avec un suivi moral, matériel, financier et pédagogique tous les deux jours ;
- Mise en place d'un groupe de travail dédié au plan de continuité pédagogique ;
- Mise en place d'une fiche de sécurité dans le cadre des missions, comportant notamment les contacts d'urgence ;
- Obligation de souscrire une assurance rapatriement pour les stages à l'étranger.

À l'heure actuelle, 36 cas suspects ont été recensés. Un seul étudiant, non localisé en Vaucluse, aurait été testé positif.

L'objectif premier est d'éviter une fermeture globale de l'établissement tout en réévaluant en permanence les priorités sur les volets Administration, Pédagogie et Recherche.

Reprenant la parole, le Président précise que le CHSCT a confirmé l'ajournement des départs vers les zones à forte exposition dont la liste s'actualise en continu. Les autorisations d'absence à l'étranger sont soumises au visa du FSD de l'établissement avec une réévaluation au fur et à mesure de l'évolution de la situation dans les zones de destination. Un suivi rigoureux est opéré sur les informations renseignées sur le site ARIANE et la fiche de mission avant le départ.

Le Président invite Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur des ressources humaines (DRH), à apporter toutes précisions sur la question des personnels en situation de fragilité. Le DRH indique qu'aucun recensement n'est réalisé pour les personnels en état de fragilité. Néanmoins, il est possible de réaliser un suivi des agents exposés à des risques particuliers et qui peuvent potentiellement être concernés par une affection plus rapide que les autres. Il est précisé que certains personnels se sont spontanément déclarés en situation de handicap et ce à titre préventif. Il s'agit d'une démarche individualisée qui reste fondée sur le volontariat et l'adhésion.

En cas de passage au stade 3, une information sera réalisée auprès des personnels et des étudiants de façon à leur laisser la possibilité de rester à domicile et de ne pas être surexposés à une contamination par le virus du Covid-19.

En ce qui concerne la question du droit de retrait, celle-ci prend une importance particulière dans le cadre de la crise sanitaire actuelle. Le DRH rappelle que le droit de retrait peut être mis en œuvre par un agent lorsqu'il estime que la situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa santé ou pour sa vie. Dans le cadre de la crise Covid-19, dans la mesure où l'employeur a pris toutes les dispositions de prévention et de protection individuelle et collective, le droit de retrait ne peut pas être invoqué, si ce n'est à titre exceptionnel. Il ne peut être invoqué de manière collective, aucun groupe d'agents ne pourrait déduire d'une situation particulière qu'elle s'applique à tous en même temps et qu'elle a pour conséquence un retrait collectif de la situation de travail. Sur ce dernier point, le Ministère et la jurisprudence précisent qu'il s'agit d'un examen individuel et au cas par cas qui peut valider une situation de droit de retrait.

Reprenant la parole, Madame Andrzejewski indique que les consignes sanitaires en vigueur ont été mises en œuvre au sein de l'établissement (communication sur les gestes barrière, approvisionnement et mise à disposition de gel hydro-alcoolique, gants, lingettes désinfectantes, produits bactéricides..., adaptation des protocoles sanitaires).

Le Président rappelle que le plan de continuité d'activité a déjà été expérimenté par le passé. Si le dispositif de télétravail devrait être étendu, environ 300 personnes de l'établissement sont déjà équipées informatiquement, et il serait encore possible d'équiper une centaine de personnels. Les activités fondamentales de recherche pourront être maintenues selon les protocoles déjà mis en place au cours des fermetures estivales (sécurité, travailleurs isolés...).

La grande nouveauté serait la mise en place de la continuité pédagogique en cas de fermeture totale de l'établissement. Le Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (VP CFVU), le Vice-président délégué au Numérique et à l'Innovation Pédagogique (VP NIP) et les doyens sont en train de faire un inventaire des outils et process facilement transposables en distanciel.

A ce stade, les mesures de fermeture sur le territoire restent pondérées et progressives. Néanmoins, la situation sanitaire est en constante évolution et le passage d'un stade à l'autre pourrait rapidement impacter le fonctionnement de l'établissement.

2. Affaires financières

2.1 Compte financier 2019

Après s'être assuré que le quorum physique requis en matière budgétaire est atteint, le Président invite Monsieur Gérard Houziel, Agent comptable, à présenter ce point.

Le compte financier est une production commune dont la qualité est conditionnée par la mise en œuvre d'un réel partenariat entre l'Agent comptable, l'ordonnateur, ses services et les composantes. Il retrace sur une année civile l'ensemble des écritures budgétaires et comptables qui ont été exécutées et enregistrées dans le cadre d'autorisations votées dans le budget initial approuvé en décembre 2018. L'audit final a été réalisé par les commissaires aux comptes. A l'issue de cet audit, le compte financier a été présenté en premier lieu à la tutelle qui a pu faire part de ses observations puis à la Commission des finances de l'établissement qui a émis un avis favorable à l'unanimité le 6 mars dernier.

L'Agent comptable rappelle les **faits caractéristiques intervenus au cours de l'exercice 2019** :

- Avignon Université a été lauréate en 2019 de l'appel à projets « Écoles Universitaires et de Recherche » avec le projet IMPLANTEUS, ce qui se traduira par l'attribution d'une dotation décennale de 5 millions d'euros à compter de l'année 2020 ;
- Contribution de la Vie Étudiante et de Campus (CVEC) : versement de la totalité du produit de l'année universitaire 2018-2019 auquel s'ajoute un premier versement de 50% du montant de l'année universitaire 2019-2020 calculé sur la base des étudiants inscrits en formation initiale au 15 octobre 2019. Le produit de la CVEC comptabilisé sur l'exercice 2019 s'élève à 522 872,51 euros ;
- Recapitalisation de la Société d'Accélération de Transfert de Technologie (SATT) Sud Est : comme en 2015, Avignon Université a participé en 2019 à l'augmentation de capital de cette société à hauteur de 220 000 euros qui ont été versés en son nom et pour son compte par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) ;
- La forte augmentation des droits d'inscription constatée entre 2018 et 2019 est la traduction comptable de l'application des nouveaux tarifs différenciés pour les étudiants extra-communautaires. A compter de l'année universitaire 2019/2020, les étudiants extra-communautaires doivent s'acquitter des droits d'inscription qui s'élèvent à 2 770 euros pour le premier cycle et 3 770 euros pour des diplômes de deuxième cycle. En mai 2019, Avignon Université a choisi de mettre en œuvre une politique d'exonération ramenant les droits majorés applicables aux étudiant.e.s assujetti.e.s dont elle a accepté l'inscription, au taux des droits appliqués aux étudiants nationaux et assimilés. Par conséquent, cette hausse des produits des droits d'inscription (+/- 600 K€) doit s'analyser concomitamment à l'augmentation des charges (576 K€) qui retrace en comptabilité la politique d'exonération de l'établissement.

Monsieur Houziel rappelle que l'ordonnateur correspond au dirigeant de l'établissement, il est le décisionnaire des dépenses et constate les recettes. Le comptable, quant à lui, est le seul à pouvoir manier les fonds publics nécessaires aux opérations de dépenses et de recettes décidées par l'ordonnateur. Il est également contrôleur, en vérifiant la régularité des opérations prescrites par l'ordonnateur, et il est le seul chargé de tenir la comptabilité générale et la comptabilité budgétaire au niveau des recettes et des crédits de paiement.

Le compte financier se compose d'un bilan, d'un compte de résultat, d'une annexe, du rapport de gestion de l'ordonnateur et de la liasse budgétaire (cf. *annexes point 2.1*).

En terme de calendrier, le CA arrête le compte financier soumis par l'ordonnateur au plus tard 75 jours après la clôture de l'exercice en cours, le compte financier est communiqué sans délai au Recteur de Région académique, Chancelier des universités. Le 30 avril 2020 au plus tard, le compte financier est transmis par voie dématérialisée au Juge des comptes.

Monsieur Houziel présente les **principaux constats et enseignements du compte financier 2019** :

- Un résultat excédentaire de 2,39 millions d'euros ;
- Une hausse des produits de 3,06 millions d'euros, principalement due à une augmentation des subventions de 1,3 million d'euros, ainsi qu'à une progression significative des ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises de 1,12 million d'euros ;
- Une augmentation des charges moins forte que celle des produits, soit un delta positif de 2,32 millions d'euros ;

- 46,47 millions d'euros de charges de personnels représentant 79% de l'ensemble des charges : en augmentation de 1,10 millions d'euros en 2019 (+ 2,4 %) ;
- Des rémunérations principales et accessoires, primes et indemnités en hausse de 0,63 million d'euros (+2,3 %)
- Des charges patronales en hausse de 0,53 million d'euros (+2,8 %)
- Des investissements en baisse avec l'achèvement de la construction du laboratoire de mathématiques en 2018 ;
- Des subventions d'investissement en hausse significative, constituées pour l'essentiel de financements reçus ou à recevoir dans le cadre du contrat de plan Etat-région (CPER) et de contrats de recherche, complétées exceptionnellement en 2019, et suite à un changement de méthode comptable, par une partie des droits d'inscription perçus en 2018 au titre de l'année universitaire 2018-2019 ;
- Un fond de roulement global en hausse de 2,39 millions d'euros, s'élevant à 11,27 millions d'euros ;
- Un fond de roulement net de 7,68 millions d'euros ;
- Une capacité d'autofinancement qui progresse sensiblement pour atteindre 3,17 millions d'euros et qui couvre la totalité des dépenses d'investissement ;
- Une trésorerie de 14,81 millions d'euros ;
- Un solde budgétaire positif de 3,38 millions d'euros.

En ce qui concerne la Fondation universitaire :

- Un résultat déficitaire de 111 K€ ;
- Une baisse des produits de 151 K€, due à l'absence de dons et de produits de placements financiers ainsi qu'à la diminution réglementaire de la part consommable de la dotation ;
- Une légère baisse des charges (- 7 K€) ;
- Un prélèvement sur fonds de roulement de 161 K€ ;
- Un solde budgétaire déficitaire de 112 K€.

La parole est donnée à Monsieur Thierry Marneffe, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), qui présente la **soutenabilité** à court, moyen et long termes **du budget et de l'exécution budgétaire** (cf. annexe point 2.1 – diaporama de présentation – page 20). Les différents indicateurs relevés au titre de l'année 2019 traduisent la bonne santé financière de l'établissement.

Les charges ont augmenté de 2,32 millions d'euros en 2019 et dans le même temps les produits ont augmenté de 3,06 millions d'euros. Le résultat net comptable a donc progressé par rapport à 2018 de 740 K€.

La hausse des **produits de fonctionnement** résulte avant tout de l'augmentation des subventions de fonctionnement (+1,3 million d'euros) et de la vente de produits fabriqués, prestations de services et marchandises (1,12 million d'euros).

Le taux de réalisation des produits se situe à un niveau élevé : 103 % du budget initial, 101,4 % du budget final. Ce taux traduit l'extrême prudence dont il est fait preuve lors du vote du budget initial.

Les ressources publiques représentent 87% des produits de fonctionnement.

La subvention pour charges de service public (SCSP) a augmenté de 410 K€, ce qui correspond principalement à une hausse des crédits qui sont alloués à l'établissement au titre de la masse salariale (530 K€) qui concernaient des mesures prises en faveur de l'établissement au titre de la loi Orientation et Réussite des Étudiants (loi ORE), le protocole Parcours Professionnel Carrière et Rémunération (PPCR). Dans le même temps, les crédits de fonctionnement alloués par le Ministère diminuent de 180 K€. Cette baisse est due principalement à la diminution des financements relatifs à la mise en sécurité et à l'accessibilité.

Les autres subventions, hors SCSP, augmentent globalement (+ 890 K€), correspondant principalement à la signature des nouveaux contrats de recherche avec l'ANR.

Pour ce qui concerne les ressources propres, hors subventions publiques, elles s'élèvent à 4,77 millions d'euros en 2019 contre 3,65 millions d'euros en 2018. Elles sont principalement constituées de prestations de formation continue (1,74 million d'euros), de droits de scolarité en forte hausse par rapport à 2018 (1,38 million d'euros contre 790 K€) et des prestations de recherche qui augmentent de 71 %.

Le ratio ressources propres / produits encaissables est en forte progression (11 % en 2018 contre 24 % en 2019), due principalement à l'obtention de l'aide obtenue au titre des nouveaux cursus universitaires (NCU/CAPACITE) mais également à l'enregistrement « virtuel » des frais d'inscription des étudiant.e.s extra-communautaires.

Concernant la taxe d'apprentissage, elle avoisine les 200 K€ à l'instar de 2018.

Globalement, la part des subventions représente la plus grande partie des produits de fonctionnement mais leur taux a légèrement diminué en 2019 (91 % en 2019 contre 93,2 % en 2018).

En matière de **charges de fonctionnement**, le montant total des charges de l'université représente 58,7 millions d'euros, en hausse de 2,32 millions d'euros. Les charges de personnels augmentent de 1,1 million d'euros, le reste de l'augmentation se répartissant entre d'autres charges de gestion (bourses, fonds sociaux, écritures pour ordre d'annulation de recettes, etc....), les amortissements et les services extérieurs (imprimerie, missions, nettoyage, gardiennage, frais postaux...).

Le taux d'exécution des charges s'élève à 99,1 % du budget initial et à 98,4 % du budget final. Les prévisions de charges en masse salariale restent fiables (taux d'exécution de 98,5 % en fin d'exercice).

Le ratio des charges décaissables sur produits encaissables est de 94,4 % (seuil de vigilance fixé à 98 %).

Le ratio des charges externes sur produits encaissables est de 11,6 % (seuil de vigilance fixé à 15 %).

Monsieur Bourdageau apporte des précisions relatives aux charges de personnels. Ces dernières connaissent une augmentation importante, notamment pour les rémunérations principales et accessoires sous l'effet des recrutements nouveaux qui donnent lieu à une hausse des cotisations patronales associées. A contrario, les primes et indemnités ont légèrement baissé par rapport à 2018. Cette baisse est due au transfert primes/points sur les traitements des personnels titulaires et à l'augmentation du point d'indice pour les personnels non titulaires.

Le ratio dépenses de personnel sur produits encaissables est en légère diminution, passant de 82,4 % en 2018 à 80,5 % en 2019. Il se situe désormais en-deçà du seuil de vigilance fixé à 82 % par le Ministère.

Monsieur Marneffe poursuit en indiquant que le résultat net comptable 2019 est de 2 390 102 euros.

En ce qui concerne **les investissements**, les subventions (de l'État et autres tiers) ont diminué de 0,17 million d'euros et représentent 520 K€ en 2019. Elles proviennent principalement de l'État, du Conseil régional PACA et de divers financeurs des contrats de recherche, en particulier l'ANR.

Les dépenses d'investissement ont diminué cette année en raison notamment de l'achèvement des travaux du laboratoire de mathématiques en 2018 : 1,83 million d'euros en 2019 contre 2,3 millions d'euros en 2018.

L'établissement dégage une **capacité d'autofinancement** (CAF) qui s'élève à 3,2 millions d'euros. La différence entre la CAF et les investissements a abondé le fond de roulement de l'établissement fin 2019.

Reprenant la parole, Monsieur Houziel présente **les grands équilibres financiers** du compte financier 2019. Le fond de roulement s'élève à près de 11 millions d'euros dont 400 K€ gagés pour la Fondation universitaire et plus de 3 millions d'euros dans le cadre du programme pluriannuel d'investissement (PPI). Le fond de roulement disponible ne représente que 7,7 millions d'euros mais pour autant les bons résultats et notamment la CAF viennent l'abonder.

Le volume moyen de trésorerie pour l'exercice 2019 s'établit à 19,98 millions d'euros. Au 31 décembre 2019, la trésorerie représente 96 jours de charges décaissables. Les variations significatives de la trésorerie sont liées aux versements trimestriels de la SCSP. Cette dernière s'élève à 50,06 millions d'euros et représente 85% des produits encaissables de l'établissement. La variation positive de trésorerie constatée entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019 représente 3,23 millions d'euros.

Reprenant la parole, le DRH présente **l'analyse des emplois en mode Gestion Budgétaire et Comptable Publique (GBCP)**.

Le nombre d'emplois en emploi équivalent temps plein travaillé (ETPT) s'est élevé en 2019 à 665,6 contre 644,8 en 2018, soit une augmentation de 20,8 ETPT (+3,2 %), largement inférieur au plafond d'emploi de 685 ETPT dont l'établissement est doté.

En ce qui concerne l'évolution des effectifs :

- Une hausse des effectifs d'enseignants et d'enseignants-chercheurs de 6,3 ETPT et une hausse des personnels BIATSS de 14,5 ETPT ;
- Un nombre de titulaires particulièrement stable (+0,6 ETPT) pendant que le nombre d'agents contractuels augmente significativement : +20,2 ETPT
- Une parfaite stabilité des emplois sous plafond État (-0,2 ETPT) et une augmentation significative des emplois sous plafond ressources propres (+21 ETPT).

Monsieur Marneffe prend la parole et donne des précisions en matière d'**autorisations d'engagement** : l'établissement a consommé en 2019 57,13 millions d'euros d'autorisations d'engagement (AE). Cette somme est donc engagée juridiquement, notamment par la signature de marchés publics, de baux ou de bons de commande, pouvant dans certains cas s'exécuter au-delà de l'exercice 2019.

Ce montant est supérieur de 1,9 million d'euros par rapport à celui de 2018 (+3,5 %). Cette différence masque des écarts très différents d'une enveloppe à une autre, avec par exemple +1,37 million d'euros pour les dépenses de personnels, +0,55 million d'euros pour les dépenses de fonctionnement et -0,01 million d'euros pour les dépenses d'investissement.

47,3 millions d'euros concernent les dépenses de personnels, soit près de 83 % des autorisations d'engagement.

Les taux d'exécution sont relativement bons, les AE consommées sont proches des prévisions, notamment en ce qui concerne les personnels et les investissements.

Les crédits de paiement (CP) correspondent quant à eux aux montants décaissés par l'Agent comptable pour faire face aux engagements juridiques pris par l'établissement au cours de l'exercice ou des exercices précédents et ayant donné lieu à exécution en 2019. Ils s'élèvent à 56,17 millions d'euros, soit 0,70 million d'euros de plus qu'en 2018, cette augmentation se répartissant entre personnel (+1,31 million d'euros), fonctionnement (+0,21 million d'euros) et investissement (-0,82 million d'euros).

L'écart entre les AE (57,13 millions d'euros) et les CP (56,17 millions d'euros) consommés s'élève à 970 K€.

Le solde budgétaire s'élève à 3,38 millions d'euros. Il est calculé par différence entre les encaissements (recettes) et les décaissements (dépenses) réalisés en exécution du budget de l'exercice. Ce résultat reste relativement proche de la variation de trésorerie (+3,23 millions d'euros), ce qui signifie que les opérations non budgétaires ont un impact limité, ce que confirme le tableau d'équilibre financier.

À l'issue de cette présentation, Monsieur Houziel tient à remercier le DFACI et le DRH ainsi que leurs équipes respectives pour leur collaboration ainsi que Monsieur Sébastien Bouyer, son Fondé de pouvoir. Il remercie également la tutelle, Madame Catherine Carbone ; les commissaires aux comptes, notamment Monsieur Pierre Gaultier, Associé et Directeur de KPMG et enfin l'équipe de la gouvernance pour la confiance et le soutien accordés.

La parole est donnée à Madame Carbone. Celle-ci souligne la qualité des échanges et des documents transmis. Elle revient sur deux indicateurs qui sont très positifs pour l'université. D'abord, le taux de couverture de la masse salariale s'améliore au fil des exercices et témoigne de la qualité du pilotage de la masse salariale de l'établissement. Par ailleurs, le taux de dépendance à la SCSP s'est considérablement amélioré entre 2018 et 2019, essentiellement en lien avec les crédits obtenus dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA). Il s'agit là également d'un signal très favorable.

Le Président remercie Madame Carbone pour son intervention.

La parole est donnée aux membres du CA.

Madame Sandra Poitevin demande des précisions quant aux congés non pris mentionnés au titre des charges. Le DRH indique que les congés non pris constituent une charge parce que si l'établissement était confronté à une demande immédiate et soudaine de l'ensemble de ses personnels de disposer de leurs congés, il faudrait sans doute procéder à des remplacements et des recrutements pour y faire face. Il faut donc provisionner cette possible réalisation, même s'il y a peu de chance qu'elle survienne. Il faut également tenir compte des provisions liées aux jours de congés détenus sur les compte épargne temps (CET).

A défaut d'observation complémentaire, et préalablement au vote, le Président invite Monsieur Pierre Gaultier à présenter les conclusions du rapport du commissaire aux comptes sur le compte financier 2019 de l'établissement. Monsieur Gaultier propose de lire des extraits de ce rapport :

« En exécution de la mission qui nous a été confiée par le CA, nous avons effectué l'audit des comptes annuels d'Avignon Université relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints à notre rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie Responsabilités du commissaire aux comptes du présent rapport. »

« Sans remettre en cause l'opinion exprimée, nous attirons votre attention sur la note 2.2.a « Changement de la méthode comptable de l'annexe » qui précise le changement de méthode relatif au mode de comptabilisation des droits d'inscription. »

« Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de l'ordonnateur et de l'Agent comptable et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux autorités de tutelle, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes des données budgétaires. »

Reprenant la parole, le Président remercie Monsieur Pierre Gaultier pour ce rapport. Il félicite les équipes pour la qualité de leur travail et précise qu'il s'agit de la septième année consécutive de certification sans réserve des comptes de l'établissement.

À défaut d'observation complémentaire, le Président soumet le compte financier 2019 au vote des administrateurs.

Le CA arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 555,7 ETPT sous plafond et 109,9 ETPT hors plafond
- 57 134 486 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 47 267 205 € personnel
 - 7 968 657 € fonctionnement
 - 1 898 624 € investissement
- 56 167 522 € de crédits de paiement dont :
 - 47 242 523 € personnel
 - 7 372 729 € fonctionnement
 - 1 552 270 € investissement
- 59 549 315 € de recettes
- 3 381 793 € de solde budgétaire (excédent)

Le CA arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 3 227 632 € de variation de trésorerie
- 2 390 102 € de résultat patrimonial
- 3 171 557 € de capacité d'autofinancement
- 2 389 691 € de variation de fonds de roulement

Le CA décide d'affecter le résultat bénéficiaire de la section de fonctionnement du budget principal, soit à hauteur de 2 501 131,70 € en report à nouveau.

Il décide d'affecter le résultat déficitaire de la section de fonctionnement de la Fondation universitaire, soit à hauteur de 111 029,69 € en report à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe seront joints à la délibération correspondante.

Le CA approuve la sortie des immobilisations 2019.

⇒ **Vote du Conseil d'Administration : favorable à l'unanimité**

Le Président remercie l'Agent comptable, le DFACI, le DRH ainsi que leurs équipes, le DGS et le VP CA.

L'indicateur des ressources propres a progressé significativement notamment grâce au PIA et à la remontée de quelques recettes issues principalement de la formation tout au long de la vie. Le Président salue également le travail des chercheurs, les produits, les prestations de services et les études sont en hausse ce qui mérite d'être souligné. En matière de taux d'exécution, l'établissement vise toujours aussi juste, le Président salue le travail accompli par les équipes des services financiers et des ressources humaines en matière de prévisions.

Le Président conclut en remerciant les commissaires aux comptes et leurs équipes du Cabinet KPMG qui suivent l'université dans cet audit des comptes. S'ensuit la remise officielle de la lettre d'affirmation en échange de la remise du rapport des commissaires aux comptes.

2.2 Approbation de la procédure interne d'élaboration du budget 2021

Le VP CA invite Monsieur Marneffe à présenter ce point.

Cette procédure interne se présente sous la forme d'un calendrier qui reprend les différentes étapes d'élaboration du budget 2021 (*cf. annexe point 2.2*). Par rapport au calendrier de l'année précédente, le seul changement notoire consiste à regrouper au cours de la même séance du CA le débat d'orientation budgétaire (DOB) et la fixation des enveloppes formation et recherche.

Il est précisé que la procédure interne d'élaboration du budget 2021 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la Commission des finances le 6 mars 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Delphine Blanke souhaiterait connaître les raisons qui ont conduit à la modification de calendrier opérée cette année. Le VP CA indique qu'il a été jugé opportun d'intégrer l'allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche dans le cadre du DOB.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet la procédure interne d'élaboration du budget 2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Affaires institutionnelles : champ de la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président

Le code de l'éducation énumère les compétences des conseils de l'université et donne la possibilité au CA de déléguer des pouvoirs au Président. C'est le cas au sein d'Avignon Université depuis de nombreuses années et l'expérience permet d'opérer quelques ajustements nécessaires afin d'améliorer la réactivité dans l'établissement.

Dans cette logique, il est donc proposé une modification de la délégation actuelle du Président dans les domaines suivants :

Au titre de l'approbation des accords et conventions :

- conventions et accords, y compris les conventions d'application d'accords-cadres ayant une incidence financière :
 - **quel qu'en soit le montant s'il s'agit de marchés publics, d'avenants aux marchés publics ou d'adhésions de l'établissement à des groupements de commandes ;**
 - ne dépassant pas un montant de **50 000 €** (*au lieu de 15 000€ précédemment*) pour tout autre accord ou convention.

Au titre de l'adoption de budgets rectificatifs dans les limites suivantes :

- révision à la hausse ou à la baisse des autorisations d'engagement et/ou des crédits de paiement **et/ou du plafond d'autorisation d'emplois en ETPT** dans la limite de 5% du budget agrégé initial.

Dons et legs :

- **acceptation ou refus de dons et legs dans le respect des dispositions du code général de la propriété des personnes publiques (articles L. 1121-2 et L. 1121-3) lorsqu'ils ne sont pas grevés de charge, de conditions ni d'affectation.**

Actions en justice :

- **autorisation à engager toute action en justice pour le compte de l'université.**

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Axel Zaafour souhaite connaître les raisons qui conduisent à modifier la délégation du Président en matière d'actions en justice. Le VP CA évoque des questions pratiques et de réactivité. Il prend pour exemple un acte récent de voyeurisme sur un des campus de l'établissement et pour lequel une procédure est en cours. L'établissement doit se constituer partie civile dans cette affaire, cette délégation permettra au Président de procéder à l'acte avec une plus grande réactivité plutôt que d'être contraint par les délais de réunion du CA.

Monsieur Zaafour entend cette exigence de réactivité. Néanmoins, il lui semble important que dans l'hypothèse d'affaires sensibles, le CA puisse continuer à être consulté avant que l'établissement ne soit engagé dans une action en justice.

Le VP CA indique que le fait que le Président bénéficie d'une autorisation à engager toute action en justice pour le compte de l'établissement ne le contraint pas à prendre seul une décision. En fonction de l'importance de l'affaire, le Président pourra s'en remettre au Conseil pour prendre la décision. Cette délégation constitue un outil de réactivité.

Prenant la parole, le Président précise que cette délégation accroît sa propre responsabilité. Aussi, si une affaire hautement sensible survenait, le Conseil serait sollicité pour être partie prenante dans la décision d'engager ou non une action en justice.

Monsieur Fabrice Lefevre relève qu'aucune obligation de rendre compte devant le Conseil n'est mentionné dans le projet de modification de la délégation. Le VP CA indique que le Président a l'obligation de rendre compte devant le CA des décisions qu'il prend en application de sa délégation de pouvoir. Sur les actes importants, la restitution devant le CA est réalisée dans les délais les plus brefs.

Madame Poitevin demande si une action en justice a déjà été engagée dans le cadre de l'affaire de voyeurisme évoquée plus haut. Le VP CA précise que ce n'est pas encore le cas, sinon le CA aurait été amené à se prononcer au préalable.

Reprenant la parole, Monsieur Lefevre note par ailleurs que le projet de délégation ne comporte de références réglementaires qu'en matière de dons et legs. Il s'interroge sur l'absence de références juridiques pour les autres champs de la délégation. Le VP CA précise que cela tient à la spécificité de la matière, les autres domaines étant régis de façon globale par le code de l'éducation.

Monsieur Jean-Pierre Costa souligne la pertinence de relever le plafond des conventions et accords à 50 000 € ce qui permettra aux services et composantes une plus grande réactivité dans la mise en place des partenariats. Monsieur Costa demande par ailleurs des précisions pour ce qui est du plafond d'autorisation d'emplois en ETPT. Le VP CA indique que cette délégation s'inscrit dans le cadre des budgets rectificatifs. Il s'agit de confier au Président une délégation en autorisation d'emplois dans la même limite que celles des AE et des CP. Il s'agit donc d'un alignement des autorisations d'emplois.

Prenant la parole, Monsieur Marneffe précise que le nombre de contrats de recherche signés est en hausse et qu'il serait dommageable de se trouver bloqué par un plafond d'emplois.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet la modification de la délégation du CA au Président au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Formation

4.1 Approbation de l'avenant n°1 à la convention de coopération pédagogique conclue entre Avignon Université et B2C PROJET au titre de l'année universitaire 2019-2020

Cet avenant porte modification des conditions financières de la convention initiale entre Avignon Université et B2C PROJET conclue au titre de l'année universitaire 2019-2020 (*cf. annexe point 4.1*).

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cet avenant au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et ALM Formation au titre de l'année universitaire 2019-2020

Ce projet de convention précise les modalités de coopération entre l'université et ALM Formation dans le cadre de la formation des doctorants à l'éthique de la recherche scientifique (*cf. annexe point 4.2*).

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce projet de convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Questions diverses

⇒ **Néant**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h10.

Le Président d'Avignon Université

Philippe ELLERKAMP

